



E3C: une crise sans fin et des clivages de fond

Le conflit mêle un contexte déjà tendu et des désaccords sur le principe de la réforme.

Quelle sera l'issue de cette crise autour des nouvelles épreuves du bac (E3C) que les élèves de première sont censés passer en ce moment? Quoi qu'en dise le ministre, la situation est par endroits très tendue. Certes, les proviseurs ont encore quelques semaines pour faire passer ces fameuses épreuves. Certes, aussi, comme s'en félicitait le ministre mercredi, 1 million de copies ont été récupérées sur les 1,7 attendues... Mais que va-t-il se passer si le conflit s'enlise encore? Officiellement, Jean-Michel Blanquer reste toujours sur sa ligne: les épreuves communes de contrôle continu se tiendront partout, elles seront reportées là où elles n'ont pas pu avoir lieu. Les élèves empêchés par les blocages ne seront pas sanctionnés pour cela, a-t-il assuré.

«URGENT»

Il est possible tout de même que le ministre ait un plan B. Une idée qui serait raccord avec l'épisode de juin, au moment de la grève des notes du bac... Rappelez-vous: Jean-Michel Blanquer avait pris de court les professeurs en annonçant sur BFMTV que plutôt que de décaler d'un jour ou deux les résultats du bac, il demandait aux chefs d'établissement de piocher dans les bulletins des élèves pour leur attribuer une note de contrôle continu provisoire.

Et si pour les E3C potentiellement manquantes, la consigne était aussi celle-là: de s'en tenir aux moyennes obtenues sur le trimestre? Un scénario redouté par Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes-FSU

(syndicat majoritaire), même si elle refuse d'y croire. Dans un courrier envoyé lundi au ministre, elle précisait tout de même: «Il est urgent, Monsieur le ministre, d'entendre le mes-

La crise actuelle s'explique par le contexte général: l'épuisement de la profession face à une réforme mise en place trop vite, le manque de reconnaissance...

sage émanant de nombreux personnels et élèves, urgent de mettre fin à la vague de sanctions et de répression, urgent de décider l'annulation de cette première session des E3C et sa transformation en épreuves nationales terminales.»

Bien sûr, la crise actuelle autour de ces épreuves du bac s'explique avant tout par le contexte général: l'épuisement de la profession face à une réforme mise en place trop vite, le sentiment tenace d'être pris pour des idiots dans la réforme des retraites, le manque de reconnaissance du métier... Dans ce contexte, ces épreuves du bac sont vues par les grévistes comme un «outil» rêvé pour faire pression sur le ministre.

CLIVAGE

Mais ce n'est pas la seule raison. Si le conflit est si vif, c'est aussi parce que ces E3C, à cheval entre devoir sur table et épreuve anticipée du bac, symbolisent un clivage de fond dans le corps enseignant. Entre les partisans du contrôle continu pur, comme le SNPDEN (syndicat

majoritaire des chefs d'établissement) ou le Sgen CFDT (syndicat minoritaire de profs), qui considèrent que la formule idéale pour alléger le baccalauréat est de prendre en compte les bulletins scolaires des élèves. Et de l'autre, le gros bataillon des professeurs, notamment le Snes et le Snalc, qui estiment que des épreuves finales, avec un sujet identique sur le territoire, sont le seul moyen de garantir une valeur nationale à ce diplôme. «Ce qui n'empêche pas d'avoir une discussion pour alléger l'organisation du bac, avance Frédérique Rolet. Comme remplacer certains écrits par des oraux, par exemple.»

M.Pi.